

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4811

[C — 2007/27181]

**7 NOVEMBRE 2007. — Décret portant modification de la partie décrétable du Livre II du Code de l'Environnement (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article D.2, 17<sup>o</sup>, du Livre II du Code de l'Environnement, les mots « sociétés d'épuration agréées » sont remplacés par les mots « organismes d'assainissement agréés » et les mots « ces dernières » sont remplacés par les mots « ces derniers ».

A l'article D.20, alinéa 2, du même Livre, les mots « organismes d'épuration agréés conformément à l'article 343 » sont remplacés par les mots « organismes d'assainissement agréés conformément à l'article D.343 ».

Aux articles D.340, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, D.343, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, D.344 et D.345, § 2, alinéa 4, 3<sup>o</sup>, du même Livre, les mots « organisme d'épuration » sont remplacés par les mots « organisme d'assainissement ».

Aux articles D.4, § 2, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, D.179, D.218, § 2, alinéa 3, D.222, § 3, D.252, § 3, 1<sup>o</sup>, D.276, 1<sup>o</sup>, D.332, § 2, 1<sup>o</sup>, alinéa 2, et 5<sup>o</sup>, D.333, § 2, alinéa 2, c., D.345, § 1<sup>er</sup>, § 3, alinéa 2, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 9, du même Livre, les mots « organismes d'épuration » sont remplacés par les mots « organismes d'assainissement ».

L'intitulé de la section 2 du chapitre I<sup>er</sup> du titre III de la partie III du Livre II est remplacé comme suit :

« Section 2 – Organismes d'assainissement ».

**Art. 2.** A l'article D.2, 39<sup>o</sup>, du même Livre, il est ajouté un quatrième tiret rédigé comme suit :

« – gadoues issues de la vidange de fosses septiques ou de systèmes d'épuration analogues et qui sont destinées à être déversées et traitées dans une station d'épuration des eaux. »

**Art. 3.** A l'article D.2 du même Livre, le point 41<sup>o</sup>, c., est remplacé par le point 41<sup>o</sup>, c., suivant :

« c. les eaux usées distinctes des eaux usées définies aux points a. et b. ci-dessus provenant d'établissements déversant une charge polluante journalière inférieure ou égale à 100 E.H. avant traitement et exemptes de substances dangereuses telles que définies à l'article D.2, 79<sup>o</sup>, à l'exclusion des établissements désignés par le Gouvernement pour lesquels les eaux usées sont nuisibles aux égouts ou au fonctionnement normal d'une station d'épuration ou au milieu récepteur et ne peuvent pas être classées comme eaux usées domestiques.

L'E.H. visé à l'alinéa précédent représente une unité de charge polluante ayant :

- une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (D.B.O.5) de 60 grammes par jour;
- une demande chimique en oxygène (D.C.O.) de 135 grammes par jour;
- une teneur en matières en suspension (M.E.S.) de 90 grammes par jour;
- une teneur en azote total de 9,9 grammes par jour;
- une teneur en phosphore total de 2,2 grammes par jour;
- un débit de 0,18 m<sup>3</sup> par jour. »

**Art. 4.** A l'article D.2 du même Livre, le point 41<sup>o</sup> est complété par un d. rédigé comme suit :

« d. par assimilation, les gadoues issues de la vidange de fosses septiques ou de systèmes d'épuration analogues et qui sont destinées à être déversées et traitées dans une station d'épuration des eaux. »

**Art. 5.** A l'article D.4, § 3, du même Livre, il est introduit un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Pour le 31 mars au plus tard, chaque distributeur lui communique le rendement moyen, de l'année antérieure, de son réseau. Les modalités de calcul du rendement moyen sont fixées par le Gouvernement. »

**Art. 6.** L'article D.32 du même Livre est remplacé comme suit :

« Art. D.32. - § 1<sup>er</sup>. A l'initiative de pouvoirs locaux, d'opérateurs du cycle de l'eau ou d'associations, il peut être créé un contrat de rivière au sein de chaque sous-bassin hydrographique. Par dérogation octroyée conformément aux modalités arrêtées par le Gouvernement, il peut être créé plusieurs contrats de rivière par sous-bassin hydrographique.

Le contrat de rivière est constitué des trois groupes suivants :

- les membres proposés par les conseils communaux et les conseils provinciaux concernés;
- les membres proposés par les acteurs locaux;
- les membres proposés par les administrations et les organes consultatifs concernés.

Les acteurs locaux visés à l'alinéa précédent sont :

- les associations actives dans le domaine environnemental;
- les acteurs liés aux différentes activités qui ont un impact significatif sur le sous-bassin hydrographique, tels l'agriculture, la sylviculture, les entreprises, l'artisanat, le commerce, les sports, le tourisme;
- les acteurs liés aux activités culturelles et éducatives qui s'exercent dans le même sous-bassin.

Les organes de décision sont organisés de manière à être représentatifs des associés, sans qu'il y ait prédominance d'un groupe d'associés, en ce compris celui constitué par les communes et les provinces.

§ 2. En cas de pluralité de contrats de rivière au sein d'un même sous-bassin hydrographique, ils coordonnent leur action suivant les modalités déterminées par le Gouvernement.

§ 3. Le contrat de rivière a pour objet d'informer et de sensibiliser de manière intégrée, globale et concertée le cycle de l'eau et d'organiser le dialogue entre l'ensemble de ses membres en vue d'établir un protocole d'accord.

Ce protocole d'accord contribue à atteindre les objectifs environnementaux établis aux articles D.1<sup>er</sup> et D.22 en engageant ses signataires, chacun dans le cadre de ses responsabilités, à atteindre des objectifs déterminés.

Le Gouvernement peut attribuer au contrat de rivière des missions techniques.

§. 4. Le Gouvernement peut octroyer des subventions au contrat de rivière selon les règles qu'il détermine. Il peut les conditionner à un programme d'activité.

Le contrat de rivière établit un rapport annuel d'activités. En cas de pluralité de contrats de rivière au sein d'un même sous-bassin hydrographique, un rapport annuel d'activités coordonné par sous-bassin hydrographique est établi.

L'évaluation du contrat de rivière est réalisée annuellement par la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement, Division de l'eau, et communiquée au Ministre ayant l'Eau dans ses attributions. »

**Art. 7.** A l'article D.38 du même Livre, les mots « l'ouvrage d'Art.D. » sont remplacés par les mots « l'ouvrage d'art. ».

**Art. 8.** A l'article D.159, 2°, 5° et 6°, du même Livre, les mots « des eaux pluviales » sont supprimés.

**Art. 9.** A l'article D.161, 1°, du même Livre, les mots « et les eaux de surface » sont remplacés par les mots « , les eaux de surface et les voies artificielles d'écoulement ».

**Art. 10.** A l'article D.174, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même Livre, les mots « au jour de la demande du permis d'environnement » sont remplacés par les mots « au jour de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté relatif à l'établissement d'une zone de prévention, sauf dérogation accordée par le Gouvernement ».

**Art. 11.** A l'article D.184, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Livre, les mots « l'article 191 » sont remplacés par les mots « l'article D.192 ».

**Art. 12.** A l'article D.195, alinéa 2, du même Livre, les mots « L'extension éventuelle du réseau » sont remplacés par les mots « L'extension éventuelle ou le renforcement du réseau ».

Au même article D.195, deuxième phrase, deuxième tiret, les mots « ou d'un renforcement » sont insérés entre le mot « extension » et les mots « en dehors d'une voie publique existante ».

Au même article D.195, deuxième phrase, le troisième tiret « – au-delà des cinquante premiers mètres, lorsqu'il s'agit d'une autre demande d'extension, l'extension des cinquante mètres étant à charge du distributeur » est remplacé par les mots « – au-delà des cinquante premiers mètres, lorsqu'il s'agit d'une autre demande d'extension ou de renforcement pour un immeuble destiné au logement, l'extension ou le renforcement des cinquante premiers mètres étant à charge du distributeur ».

**Art. 13.** A l'article D.197, alinéa 3, du même Livre, la dernière phrase « Un compteur supplémentaire sera, dans ce cas, prévu pour l'enregistrement des consommations communes. » est remplacée par le texte suivant :

« Un compteur supplémentaire peut, dans ce cas, être prévu pour l'enregistrement des consommations communes. En cas de modification du nombre de logements, commerces ou bâtiments, la transformation du raccordement est à charge du demandeur. »

**Art. 14.** A l'article D.202, alinéa 1<sup>er</sup>, quatrième tiret, du même Livre, les mots « l'article 198 » sont remplacés par les mots « l'article D.207 ».

**Art. 15.** A l'article D.217, alinéa 2, du même Livre, les mots « plan communal général d'égouttage » sont remplacés par les mots « plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique ».

**Art. 16.** A l'article D.219 du même Livre, les mots « à la Région tous les deux ans » sont remplacés par les mots « à la S.P.G.E. et aux organismes d'assainissement agréés, en vue de la réalisation des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique et leurs mises à jour, ».

**Art. 17.** L'article D.220, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Livre est remplacé comme suit :

« Le conseil communal édicte un règlement communal qui complète les obligations d'évacuation des eaux usées dérivant du règlement général d'assainissement visé à l'article D.218, § 1<sup>er</sup>, relativement à la fixation de la rémunération et des modalités à appliquer pour tout travail de raccordement à l'égout sur le domaine public. »

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. A l'article D.222 du même Livre, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :

« § 2. Les vidangeurs agréés sont tenus d'éliminer les gadoues soit en les remettant à une station d'épuration désignée à cette fin par un organisme d'assainissement, conformément au paragraphe 3, soit gérées conformément aux dispositions relatives à la gestion des déchets. »

§ 2. Au même article, il est ajouté un paragraphe 4 libellé comme suit :

« § 4. Le traitement par un organisme d'assainissement agréé des gadoues de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues est assuré gratuitement par l'organisme d'assainissement agréé si les gadoues résultent exclusivement du traitement d'eaux usées domestiques produites en Région wallonne. »

**Art. 19.** A l'article D.223, § 1<sup>er</sup>, du même Livre, il est inséré un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Par « gestionnaire », il faut entendre, selon le cas, l'exploitant, le propriétaire ou le maître d'ouvrage d'installations de production ou de distribution d'eau ou de collecte ou d'assainissement des eaux usées, au nom duquel la demande de déclaration d'utilité publique a été introduite ou toute personne qui lui succéderait par la suite dans l'exploitation, la maîtrise d'ouvrage ou la propriété desdites installations. »

**Art. 20.** A l'article D.223, § 2, du même Livre, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« L'indemnité fait l'objet d'un paiement unique qui tient lieu d'indemnité forfaitaire. »

**Art. 21.** L'article D.223, § 2, du même Livre est complété comme suit :

« En cas d'indivision entre plusieurs détenteurs de droits réels sur le terrain grevé de la servitude, le montant de l'indemnité forfaitaire est réparti entre eux au prorata de leurs quotités respectives dans l'indivision.

En cas de démembrement du droit de propriété attaché au terrain grevé de la servitude, le montant de l'indemnité forfaitaire est payé au détenteur du droit réel de jouissance sur l'immeuble concerné, sans préjudice du recours éventuel du nu-propriétaire, du bailleur emphytéotique ou du tréfoncier contre ce détenteur du droit réel sur la base des règles de droit civil auxquelles sont soumises leurs relations.

En cas de servitude contractuelle ou légale existante grevant le terrain occupé, le montant de l'indemnité forfaitaire est payé intégralement au propriétaire du fonds qui en est grevé, sans préjudice du recours éventuel du bénéficiaire de la servitude existante contre ce propriétaire sur la base des règles de droit civil auxquelles sont soumises leurs relations. »

**Art. 22.** A l'article D.223, § 3, 1°, du même Livre, les mots « et la redevance à payer par le demandeur pour l'examen du dossier » sont supprimés.

**Art. 23.** L'article D.223, § 3, 2°, du même Livre est remplacé comme suit :

« 2°le mode de calcul et d'indexation de l'indemnité visée au paragraphe 2. Il peut fixer des valeurs de base différentes à utiliser pour ce calcul en fonction notamment du type d'installations concernées, de la situation géographique et de l'affectation des terrains occupés. »

**Art. 24.** A l'article D.224 du même Livre, à la suite de l'alinéa 2, il est inséré deux alinéas rédigés comme suit :

« En cas d'infraction aux interdictions et prescriptions prévues par ou en vertu du présent article, le gestionnaire a le droit de démolir les constructions érigées et les plantations et de remettre les lieux dans leur état primitif, ainsi que de prendre toutes les mesures conservatoires jugées utiles, le tout aux frais du contrevenant, sans préjudice des dommages et intérêts auxquels l'infraction pourrait donner lieu.

Si l'infraction ne fait pas obstacle à une intervention nécessaire d'urgence sur les installations bénéficiant de la servitude, le gestionnaire est cependant tenu de mettre préalablement le contrevenant en demeure de mettre fin immédiatement à l'infraction et de remettre les lieux dans leur état primitif. Il fixe à cet effet au contrevenant un délai qui ne peut être inférieur à trente jours. »

**Art. 25.** L'alinéa 3 de l'article D.224 du même Livre devient l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article D.224bis.

A la suite de cet alinéa 1<sup>er</sup>, il est inséré les alinéas suivants, rédigés comme suit :

« Lorsque le gestionnaire achète ou exproprie à la demande du propriétaire tout ou partie du terrain occupé par ce dernier, l'indemnité forfaitaire perçue en contrepartie de la servitude d'utilité publique grevant le terrain concerné est constitutive d'une avance sur le prix d'acquisition ou l'indemnisation d'expropriation à convenir à l'amiable ou à fixer le cas échéant par le juge dans le cadre de la procédure d'expropriation.

Pour la fixation de ce prix ou de cette indemnisation d'expropriation, il n'est pas tenu compte de la moins-value résultant des contraintes liées à l'occupation du terrain par les installations du gestionnaire.

Le cas échéant, le solde positif entre le prix d'acquisition ou l'indemnisation d'expropriation et l'avance perçue est majoré d'un intérêt calculé au taux d'intérêt légal en vigueur sur la période prenant cours à la date du début d'occupation effective du terrain par le gestionnaire et prenant fin à la date de la première offre amiable d'acquisition adressée par le gestionnaire au propriétaire. »

**Art. 26.** Il est inséré un article D.224ter au même Livre, rédigé comme suit :

« Art. D.224ter. – Sauf dans le cas de l'achat de tout ou partie du terrain grevé de la servitude d'utilité publique par le gestionnaire, le propriétaire de ce terrain ou le titulaire de droits réels sur ce bien a l'obligation de déclarer l'existence de cette servitude dans tout acte sous seing privé ou authentique, translatif ou déclaratif de propriété, de jouissance pour plus de neuf ans, d'emphytéose ou de superficie de tout ou partie du terrain, y compris dans les actes constatant un bail à ferme. »

**Art. 27.** L'article D.228, alinéa 3, du même Livre est complété comme suit :

« Le Gouvernement peut déterminer la méthode et la formule de calcul du C.V.D. »

**Art. 28.** L'article D.229 du même Livre est remplacé comme suit :

« Art. D.229. - Le C.V.A. n'est pas appliqué, dans le cadre de la tarification prévue à l'article D.228, dans les cas suivants :

- sur la fraction du volume total prélevé qui est déversée sous la forme d'eaux usées industrielles, lorsque l'utilisateur est soumis à la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles;

- lorsque l'utilisateur bénéficie d'une exemption, en application de l'article D.288;

- sur les volumes d'eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques des établissements où sont gardés ou élevés des animaux qui répondent aux conditions arrêtées par le Gouvernement wallon, à l'exception du volume égal à la consommation présumée du ménage, soit 100 m<sup>3</sup>. »

**Art. 29.** A l'article D.253 du même Livre, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Les volumes d'eau produits destinés à être distribués en Région wallonne et sur la base desquels les distributeurs assument proportionnellement l'assainissement des eaux usées sont calculés sur la base des volumes d'eau distribués et facturés aux consommateurs. »

**Art. 30.** A l'article D.276, 1°, du même Livre, les mots « qui occupent au moins sept personnes et » sont supprimés.

L'article D.276, 2°, du même Livre est supprimé.

**Art. 31.** A l'article D.279 du même Livre, la formule :

« ● N1 = (Q/180) (a + ((0.3\*MS)/500)

● N1 = + 0.45 (D.C.O./525)\*(0.4 + 0.6 d) »

est remplacée par la formule :

« ● N1 = (Q/180) (a + ((0.3\*MS)/500)

+ 0.45 (D.C.O./525)\*(0.4 + 0.6 d) ».

**Art. 32.** A l'article D.288, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du même Livre, il est inséré les mots « ou du C.V.A. » après les mots « restitution de la taxe ».

**Art. 33.** A l'article D.317, alinéa 2, du même Livre, les mots « l'article 220 » sont remplacés par les mots « l'article D.218 ».

**Art. 34.** A l'article D.321, 4° et 5°, du même Livre, les mots « l'article 64 » sont remplacés par les mots « l'article D.21 ».

**Art. 35.** A l'article D.331, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même Livre, les mots « Les lois coordonnées sur les sociétés commerciales lui sont applicables » sont remplacés par les mots « Le Code des sociétés lui est applicable ».

**Art. 36.** A l'article D.340, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, du même Livre, les mots « par le conseil d'administration de la S.P.G.E. » sont remplacés par les mots « par le conseil d'administration d'Aquawal ».

A l'article D.340, § 2, dernier alinéa, les mots « et les vice-présidents de la S.P.G.E. ou leurs délégués » sont remplacés par les mots « du comité de direction de la S.P.G.E. ou ses délégués ».

**Art. 37.** A l'article D.344, 5°, du même Livre, les mots « aux règles des articles 317 et 322 » sont remplacés par les mots « à l'article D.222 ».

Au même article D.344, le point 7° est remplacé comme suit :

« 7° exécuter, à la demande du Gouvernement ou de la S.P.G.E., d'autres missions en matière d'assainissement public; ».

Au même article D.344, il est ajouté un point 10° dont le libellé est le suivant :

« 10° rendre des avis aux exploitants qui se raccordent au réseau d'égouttage

ou de collecte, concernant les déversements des eaux usées industrielles selon les modalités fixées par le Gouvernement. »

**Art. 38.** A l'article D.393, 1°, du même Livre, les mots « de prévenir » sont insérés entre les mots « la protection des eaux de surface et » et les mots « la pollution des eaux souterraines ».

A l'article D.393, 5°, du même Livre, le premier tiret est remplacé comme suit :

« – soit sans disposer de l'agrément requis en vertu de l'article D.222. »

**Art. 39.** Aux articles D.407, D.408, D.409 et D.410 du même Livre, le terme « 176 » est remplacé par le terme « D.177 », à l'article D.409, § 1<sup>er</sup>, 1°, les termes « et D.177 » sont ajoutés après le terme « 173 », à l'article D.409, § 2, les termes « et D.177 » sont insérés entre le terme « 176 » et les termes « et des ».

**Art. 40.** Il est inséré un article D.413bis au même Livre, libellé comme suit :

« *Art. D.413bis.* – Le Gouvernement peut établir des amendes administratives contre les infractions aux dispositions du chapitre III du titre VII de la partie II.

Le montant de l'amende est compris entre 50 euros et 50.000 euros. Au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, ce montant est automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation en vigueur six semaines avant la date de l'indexation.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application et de calcul de l'amende, ainsi que la procédure fixant les règles de notification de la décision d'appliquer l'amende, les modalités de paiement de celle-ci, ainsi que les conditions permettant au contrevenant de faire valoir ses observations par audition.

L'amende administrative est infligée par le fonctionnaire dirigeant de la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement, Division de l'eau. Le contrevenant est informé, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, de la sanction administrative qu'il encourt.

Le contrevenant dispose d'un droit de recours contre la décision d'appliquer l'amende. Ce recours est introduit, sous peine de forclusion, dans le mois de la notification de la décision d'appliquer l'amende par voie de requête devant le Tribunal de police selon la procédure civile.

Le recours devant le Tribunal de police est un recours de pleine juridiction. Il est suspensif. Le jugement du Tribunal n'est pas susceptible d'appel.

En cas de défaut de paiement de l'amende administrative dans les délais déterminés par le Gouvernement, l'amende peut être recouvrée par contrainte. La contrainte est visée et déclarée exécutoire par le fonctionnaire dirigeant susvisé. Le Gouvernement fixe également la procédure de notification et les délais applicables. La contrainte est régie par les dispositions contenues dans la cinquième partie du Code judiciaire relative à la saisie conservatoire et aux voies d'exécution. Le paiement de l'amende éteint l'action publique. »

**Art. 41.** A l'article D.414, § 1<sup>er</sup>, 2°, du même Livre, les mots « l'article D.420 » sont remplacés par les mots « l'article D.183 ».

**Art. 42.** A l'article D.417, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Livre, les mots :

« où A = la consommation facturée

durée du cycle de la facturation »

sont remplacés par les mots ? :

« où A = la consommation facturée divisée par la durée du cycle de la facturation. »

**Art. 43.** Il est créé un nouvel article D.445 dans le même Livre dont le contenu est le suivant :

« *Art. D.445.* – Lorsqu'un usager est alimenté par plusieurs raccordements existant avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008, par dérogation, le volume à prendre en considération pour l'établissement de la facturation est la somme de l'ensemble des volumes fournis par ces raccordements. Les redevances et autres frais liés aux différents raccordements restent d'application de manière individualisée par raccordement.

Cette disposition n'est d'application que dans le cadre de raccordements comptabilisant plus de 5.000 m<sup>3</sup> alimentant un seul et même abonné et usager final, pour autant que les raccordements alimentent un site géographique unique localisé en un même endroit et d'un seul tenant sans prendre en compte les routes ou voiries séparatives.

L'usager souhaitant bénéficier de cette dérogation doit en introduire la demande auprès de son distributeur qui, après examen de la recevabilité, doit l'appliquer dès l'exercice en cours de facturation en fonction de la date d'introduction de la demande, sauf dérogation accordée par le Ministre de l'Eau sur la base d'un rapport motivé. Cette demande doit être renouvelée tous les trois ans. »

**Art. 44.** Les articles D.224, alinéa 3, D.287 et D.433 du même Livre sont abrogés.

**Art. 45.** A l'annexe I<sup>re</sup>, *in fine*, du même Livre, le point « *Remarques* » est remplacé par le point suivant :

« *Remarques* :

1. Appartiennent au groupe I les entreprises dont la consommation d'eau est basse (10 m<sup>3</sup> par 1 000 kg de poids abattu) et qui ont pris de bonnes précautions pour recueillir le sang et sans traitement ou transport humide de plumes ou de déchets.

Appartiennent au groupe II les entreprises qui pratiquent uniquement des traitements et/ou le transport humide de plumes ou de déchets.

Appartiennent au groupe III les entreprises qui pratiquent le transport humide de plumes ou de déchets, et, en outre, toutes les entreprises de cuisson de poulets ainsi que toutes les entreprises qui n'appartiennent pas aux groupes I et II.

2. Il faut entendre par laiterie assainie, la laiterie dans laquelle de bonnes précautions ont été prises pour limiter le degré de pollution, telles que recueillir les égouttures de lait, retenir le dépôt de l'eau qui a servi au lavage du beurre, recueillir les résidus de pressurage, prévenir les fuites d'eau, etc.

3. Pourcentage de réduction lié à la mise en œuvre de certaines mesures :

a. utilisation d'aliments à haute digestibilité : 30 %;

b. filtration sur filtre rotatif à la sortie des bassins d'élevage : 75 %;

c. lagune de décantation de dimension adaptée au débit avec reprise périodique des boues : 50 %.

En cas d'utilisation d'aliments à haute digestibilité et de mise en œuvre d'un des procédés b. ou c. ci-dessus, une réduction globale pouvant aller jusqu'à 100 % peut être consentie si une campagne d'analyses réalisées sur instruction et sous contrôle de l'administration a conclu à la disparition totale ou quasi totale de la charge polluante mesurable. »

**Art. 46.** L'article 6 du présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 novembre 2007.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2007-2008.*

*Documents du Parlement wallon.* — 641 (2007-2008) N<sup>os</sup> 1 et 2.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 7 novembre 2007.

Discussion. Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4811

[C - 2007/27181]

**7. NOVEMBER 2007 — Dekret zur Abänderung des dekretalen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - In Artikel D.2, 17<sup>o</sup> des Buches II des Umwttgesetzbuches werden die Wörter «zugelassenen Klärungsgesellschaften» durch die Wörter «zugelassenen Vereinigungen für die Sanierung» ersetzt.

In Artikel D.20, Absatz 2 desselben Buches werden die Wörter «der gemäß Artikel 343 zugelassenen Vereinigungen für die Klärung» durch die Wörter «der gemäß Artikel 343 zugelassenen Vereinigungen für die Sanierung» ersetzt.

In den Artikeln D.340, § 1, Absatz 1, 2<sup>o</sup>, D.343, Absätze 1 und 2, D.344 und D.345, § 2, Absatz 4, 3<sup>o</sup> desselben Buches werden die Wörter «Vereinigung für die Klärung» durch die Wörter «Vereinigung für die Sanierung» ersetzt.

In den Artikeln D.4, § 2, Absatz 2, 2°, D.179, D.218, § 2, Absatz 3, D.222, § 3, D.252, § 3, 1°, D.332, § 2, 1°, Absatz 2, und 5°, D.333, § 2, Absatz 2, c., D.345, § 1, § 3, Absatz 2, § 4, Absatz 1, und § 9 desselben Buches werden die Wörter «Vereinigungen für die Klärung» durch die Wörter «Vereinigungen für die Sanierung» und in Artikel D.276, 1° die Wörter «Einrichtungen für die Klärung» durch die Wörter «Vereinigungen für die Sanierung» ersetzt.

Der Titel des Abschnitts 2 des Kapitels I des Titels III des Teils III des Buches II wird folgendermaßen ersetzt:

«*Abschnitt 2 – Vereinigungen für die Sanierung*».

**Art. 2** - In Artikel D.2, 39° desselben Buches wird ein vierter Strich mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«- Fäkalien aus der Entleerung von Faulgruben oder von ähnlichen Klärsystemen, die dazu bestimmt sind, abgeleitet und in einer Abwasserklärstation behandelt zu werden.»

**Art. 3** - In Artikel D.2, desselben Buches wird Punkt 41°, c. durch folgenden Punkt 41°, c. ersetzt:

«c. Abwasser, das von dem in den vorhergehenden Punkten a. und b. definierten Abwasser zu unterscheiden ist, und das aus Betrieben stammt, die eine tägliche Schadstoffbelastung von höchstens 100 EGW vor einer Behandlung und frei von gefährlichen Stoffen im Sinne des Artikels D.2, 79° ableiten, mit Ausnahme der von der Regierung bezeichneten Betriebe, für die das Abwasser den Kanalisationen oder dem normalen Betrieb einer Abwasserklärstation oder dem Vorfluter schadet und nicht als häusliches Abwasser eingestuft werden kann.

Der in dem vorhergehenden Absatz erwähnte EGW entspricht einer Schadstoffbelastungseinheit mit:

- einem biochemischen Sauerstoffbedarf in fünf Tagen (B.S.B.5) von 60 Gramm Sauerstoff pro Tag;
- einem chemischen Sauerstoffbedarf (C.S.B.) von 135 Gramm pro Tag;
- einem Gehalt an Schwebstoffen (SS) von 90 Gramm pro Tag;
- einem Gesamtstickstoffgehalt von 9,9 Gramm pro Tag;
- einem Gesamtphosphorgehalt von 2,2 Gramm pro Tag;
- einer Fördermenge von 0,18 m<sup>3</sup> pro Tag.»

**Art. 4** - In Artikel D.2 desselben Buches wird Punkt 41° durch ein d. mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«d. durch Assimilation die Fäkalien aus der Entleerung von Faulgruben oder von ähnlichen Klärsystemen, die dazu bestimmt sind, abgeleitet und in einer Abwasserklärstation behandelt zu werden.»

**Art. 5** - In Artikel D.4, § 3 desselben Buches wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Jeder Wasserversorger übermittelt ihm spätestens bis zum 31. März das durchschnittliche Leistungsvermögen des Vorjahres seines Netzes. Die Modalitäten für die Berechnung des durchschnittlichen Leistungsvermögens werden von der Regierung festgelegt.»

**Art. 6** - Artikel D.32 desselben Buches wird folgendermaßen ersetzt:

«Art. D.32 - § 1. Auf Initiative von lokalen Behörden, Betreibern des Wasserkreislaufs oder Vereinigungen kann innerhalb eines jeden Zwischeneinzugsgebiets ein Flussvertrag abgeschlossen werden. In gemäß den von der Regierung verabschiedeten Modalitäten genehmigter Abweichung können mehrere Flussverträge pro Zwischeneinzugsgebiet abgeschlossen werden.

Der Flussvertrag setzt sich aus den drei folgenden Gruppen zusammen:

- den von den betroffenen Gemeinde- und Provinzialräten vorgeschlagenen Mitgliedern;
- den von den lokalen Beteiligten vorgeschlagenen Mitgliedern;
- den von den betroffenen Verwaltungen und Beratungsorganen vorgeschlagenen Mitgliedern.

Die im vorhergehenden Absatz erwähnten lokalen Beteiligten sind:

- die im Umweltbereich tätigen Vereinigungen;
- die Beteiligten in Verbindung mit den verschiedenen Tätigkeiten, die bedeutende Auswirkungen auf das Zwischeneinzugsgebiet haben, wie beispielsweise Landwirtschaft, Forstwirtschaft, Unternehmen, handwerkliche Betriebe, Handelsunternehmen, Sport, Tourismus;
- die Beteiligten in Verbindung mit den kulturellen und unterrichtlichen Tätigkeiten, die in demselben Zwischeneinzugsgebiet ausgeübt werden.

Die Beschlussorgane werden derart organisiert, dass sie für die Teilhaber repräsentativ sind, ohne dass eine Teilhabergruppe, einschließlich derjenigen, die von den Gemeinden und Provinzen gebildet wird, überwiegt.

§. 2. Falls innerhalb eines selben Zwischeneinzugsgebiets mehrere Flussverträge bestehen, wird ihre Aktion gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten koordiniert.

§. 3. Ziel des Flussvertrags ist es, den Wasserkreislauf auf integrierte, globale und konzertierte Weise zu informieren und zu sensibilisieren und den Dialog zwischen den gesamten Mitgliedern im Hinblick auf die Aufstellung eines Vereinbarungsprotokolls zu organisieren.

Dieses Vereinbarungsprotokoll trägt dazu bei, die in den Artikeln D.1 und D.22 erstellten Umweltziele zu erreichen, indem es seine Unterzeichner, jeden im Rahmen seiner Verantwortungen, verpflichtet, bestimmte Ziele zu erreichen.

Die Regierung kann dem Flussvertrag technische Aufgaben zuteilen.

§. 4. Die Regierung kann dem Flussvertrag Zuschüsse gemäß den von ihr festgelegten Regeln gewähren. Sie kann sie der Bedingung eines Tätigkeitsprogramms unterwerfen.

Der Flussvertrag erstellt einen jährlichen Tätigkeitsbericht. Falls innerhalb eines selben Zwischeneinzugsgebiets mehrere Flussverträge bestehen, wird ein koordinierter jährlicher Tätigkeitsbericht pro Zwischeneinzugsgebiet erstellt.

Die Bewertung des Flussvertrags wird jährlich von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser durchgeführt und dem Minister übermittelt, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört.»

**Art. 7** - In Artikel D.38 desselben Buches werden im französischen Text die Wörter «l'ouvrage d'Art.D.» durch die Wörter «l'ouvrage d'art» ersetzt.

**Art. 8** - In Artikel D.159, 2°, 5° und 6° desselben Buches werden die Wörter «für Regenwasser» gestrichen.

**Art. 9** - In Artikel D.161, 1° desselben Buches werden die Wörter «oder in das Oberflächenwasser» durch die Wörter «und in das Oberflächenwasser und in die künstlichen Ableitwege» ersetzt.

**Art. 10** - In Artikel D.174, § 1, Absatz 2 desselben Buches werden die Wörter «am Tag der Eintragung der Umweltgenehmigung» durch die Wörter «am Tag der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des Erlasses über die Einrichtung einer Präventivzone, außer im Falle einer von der Regierung gewährten Abweichung.» ersetzt.

**Art. 11** - In Artikel D.184, Absatz 1 desselben Buches werden die Wörter «Artikel 191» durch die Wörter «Artikel D.192» ersetzt.

**Art. 12** - In Artikel D.195, Absatz 2 desselben Buches werden die Wörter «Die ggf. notwendige Erweiterung des Netzes» durch die Wörter «Die ggf. notwendige Erweiterung oder die Verstärkung des Netzes» ersetzt.

In demselben Artikel D.195, zweiter Satz, zweiter Strich werden die Wörter «oder eine Verstärkung» zwischen das Wort «Erweiterung» und die Wörter «außerhalb einer bestehenden Straße» eingefügt.

In demselben Artikel D.195, zweiter Satz, dritter Strich wird «- für den Teil über die ersten fünfzig Meter hinaus, wenn es sich um einen sonstigen Erweiterungsantrag handelt, wobei die Kosten für die ersten fünfzig Meter von dem Wasserversorger übernommen werden» durch die Wörter «- für den Teil über die ersten fünfzig Meter hinaus, wenn es sich um einen sonstigen Erweiterungs- oder Verstärkungsantrag für ein zu Wohnzwecken bestimmtes Gebäude handelt, wobei die Kosten für die Erweiterung oder Verstärkung der ersten fünfzig Meter von dem Wasserversorger übernommen werden» ersetzt.

**Art. 13** - In Artikel D.197, Absatz 3 desselben Buches wird der letzte Satz «In diesem Fall wird ein zusätzlicher Zähler vorgesehen, der die gemeinsamen Verbrauchsdaten erfasst.» durch folgenden Text ersetzt:

«In diesem Fall kann ein zusätzlicher Zähler vorgesehen werden, der die gemeinsamen Verbrauchsdaten erfasst. Im Falle einer Änderung der Anzahl Wohnungen, Geschäfte oder Gebäude geht die Umänderung des Anschlusses zu Lasten des Antragstellers.»

**Art. 14** - In Artikel D.202, Absatz 1, vierter Strich desselben Buches werden die Wörter «Artikel 198» durch die Wörter «Artikel D.207» ersetzt.

**Art. 15** - In Artikel D.217, Absatz 2 desselben Buches werden die Wörter «allgemeinen Entwässerungsplan» durch die Wörter «Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet» ersetzt.

**Art. 16** - In Artikel D.219 desselben Buches werden die Wörter «alle zwei Jahre» gestrichen und die Wörter «der Region» durch die Wörter «der «S.P.G.E.» («Société publique de Gestion de l'Eau» (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)) und den zugelassenen Vereinigungen für die Sanierung im Hinblick auf die Durchführung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet und ihre Aktualisierungen» ersetzt.

**Art. 17** - Artikel D.220, Absatz 1 desselben Buches wird folgendermaßen ersetzt:

«Der Gemeinderat verkündet eine kommunale Regelung, die die Verpflichtungen in Sachen Ableitung des städtischen Abwassers vervollständigt, die sich aus der in Artikel 218, § 1 erwähnten allgemeinen Sanierungsregelung ergibt, im Verhältnis zur Festlegung der Entlohnung und der Modalitäten, die für jegliche Arbeit für den Anschluss an die Kanalisationen auf dem öffentlichen Gebiet anzuwenden sind.»

**Art. 18** - § 1. In Artikel D.222 desselben Buches wird Paragraph 2 durch folgenden Text ersetzt:

«§ 2. Die zugelassenen Grubenentleerer müssen die Fäkalien beseitigen, entweder indem sie sie einer von einer Vereinigung für die Sanierung gemäß Paragraph 3 zu diesem Zweck bezeichneten Klärstation übergeben oder sie werden gemäß den Bestimmungen bezüglich der Abfallbewirtschaftung verwaltet.»

§ 2. In demselben Artikel wird ein Paragraph 4 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«§ 4. Die Behandlung durch eine zugelassene Vereinigung für die Klärung der Fäkalien aus Faulgruben und ähnlichen Klärsystemen wird von der zugelassenen Vereinigung für die Klärung kostenlos gewährleistet, wenn die Fäkalien ausschließlich aus der Behandlung von Abwasser stammen, das in der Wallonischen Region erzeugt wird.»

**Art. 19** - In Artikel D.223, § 1 desselben Buches wird ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Unter «Betreiber» ist je nach Fall der Betreiber, der Eigentümer oder der Bauherr von Wassergewinnungs- oder Wasserversorgungs- oder Abwassersammelungs- oder Abwasserreinigungsanlagen, in dessen Namen der Antrag auf eine Gemeinnützigkeitserklärung eingereicht wurde, oder jegliche Person, die später dessen Nachfolge im Betrieb, in der Bauherrschaft oder im Eigentum der besagten Anlagen antreten soll, zu verstehen.»

**Art. 20** - In Artikel D.223, § 2 desselben Buches wird Absatz 2 folgendermaßen ersetzt:

«Die Entschädigung ist Gegenstand einer einzigen Zahlung, die als pauschale Entschädigung gilt.»

**Art. 21** - Artikel D.223, § 2 desselben Buches wird folgendermaßen ergänzt:

«Im Falle einer ungeteilten Rechtsgemeinschaft zwischen mehreren Inhabern von dinglichen Rechten an dem mit der Dienstbarkeit belasteten Grundstück wird der Betrag der pauschalen Entschädigung im Verhältnis zu ihren jeweiligen Anteilen in der ungeteilten Rechtsgemeinschaft unter sie verteilt.

Im Falle einer Spaltung des mit dem mit einer Dienstbarkeit belasteten Grundstück verbundenen Eigentumsrechts wird der Betrag der pauschalen Entschädigung dem Inhaber des dinglichen Nutznießungsrechts an dem betroffenen Gebäude ausgezahlt, und zwar unbeschadet des eventuellen Einpruchs des bloßen Eigentümers, des Erbverpächters oder des Grund- und Untergrundeigentümers gegen diesen Inhaber des dinglichen Rechts auf der Grundlage der zivilrechtlichen Regeln, denen ihre Beziehungen unterliegen.

Im Falle einer bestehenden vertraglichen oder gesetzlichen Dienstbarkeit, die das Grundstück belastet, wird der Betrag der pauschalen Entschädigung vollständig dem Eigentümer des mit der Dienstbarkeit belasteten Grundstücks ausgezahlt, und zwar unbeschadet des eventuellen Einspruchs des Anspruchsberechtigten der bestehenden Dienstbarkeit gegen diesen Eigentümer auf der Grundlage der zivilrechtlichen Regeln, denen ihre Beziehungen unterliegen.»

**Art. 22** - In Artikel D.223, § 3, 1° desselben Buches werden die Wörter «und die von dem Antragsteller für die Prüfung der Akte zu zahlende Gebühr» gestrichen.

**Art. 23** - Artikel D.223, § 3, 2° desselben Buches wird folgendermaßen ersetzt:

«2° den Berechnungs- und Indexierungsmodus für die in Paragraph 2 erwähnte Entschädigung. Sie kann die verschiedenen Basiswerte festlegen, die für diese Berechnung zu verwenden sind, insbesondere unter Berücksichtigung des Typs der betroffenen Anlagen, der geographischen Lage und der Zweckbestimmung der belegten Grundstücke.»

**Art. 24** - In Artikel D.224 desselben Buches werden nach Absatz 2 zwei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Im Falle eines Verstoßes gegen die durch und aufgrund des vorliegenden Artikels vorgesehenen Verbote und Vorschriften hat der Betreiber das Recht, die errichteten Bauten und Bepflanzungen abzureißen und den Ort in seinen ursprünglichen Zustand zurückzusetzen, sowie alle als nützlich erachteten Sicherheitsmaßnahmen zu treffen, und zwar all dies auf Kosten des Zuwiderhandelnden, unbeschadet der Schadensersatzansprüche, zu denen der Verstoß Anlass geben könnte.

Wenn auch der Verstoß kein Hindernis für einen dringend notwendigen Eingriff an den Anlagen ist, die die Dienstbarkeit in Anspruch nehmen, ist der Betreiber dennoch verpflichtet, den Zuwiderhandelnden zu ermahnen, den Verstoß unverzüglich zu beenden und den Ort in seinen ursprünglichen Zustand zurückzusetzen. Zu diesem Zweck setzt er dem Zuwiderhandelnden eine Frist, die nicht unter dreißig Tagen liegen darf.»

**Art. 25** - Absatz 3 des Artikels D.224 desselben Buches wird zum Absatz 1 des Artikels D.224bis.

Nach diesem Absatz 1 werden folgende Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Wenn der Betreiber auf Antrag des Eigentümers das gesamte oder einen Teil des von dem Letzteren belegten Grundstücks kauft oder enteignet, bildet die als Gegenleistung zu der das Grundstück belastenden gemeinnützigen Dienstbarkeit empfangene pauschale Entschädigung einen Vorschuss auf den Erwerbspreis oder auf die Enteignungsentuschädigung, der bzw. die auf gutlichem Wege zu vereinbaren oder gegebenenfalls von dem Richter im Rahmen des Enteignungsverfahrens festzulegen ist.

Zur Festlegung dieses Preises oder dieser Enteignungsentuschädigung wird der Minderwert, der sich aus den Belastungen in Verbindung mit der Belegung des Grundstücks durch die Anlagen des Betreibers ergibt, nicht berücksichtigt.

Gegebenenfalls wird der Aktivsaldo zwischen dem Erwerbspreis oder der Enteignungsentuschädigung und dem empfangenen Vorschuss um einen Zinsbetrag erhöht, der zu dem für die Periode ab dem Datum des Beginns der effektiven Belegung des Grundstücks durch den Betreiber bis zum Datum des ersten, von dem Betreiber an den Eigentümer gerichteten gutlichen Erwerbsangebots geltenden gesetzlichen Zinssatz berechnet wird.»

**Art. 26** - In dasselbe Buch wird ein Artikel D.224ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. D.224ter - Außer im Falle des Erwerbs durch den Betreiber des gesamten oder eines Teils des mit der gemeinnützigen Dienstbarkeit belasteten Grundstücks, ist der Eigentümer dieses Grundstücks oder der Inhaber von dinglichen Rechten an diesem Gut verpflichtet, das Vorhandensein dieser Dienstbarkeit in jeder privaten oder öffentlichen Eigentumsübertragungs- oder Eigentumserklärungsurkunde, Nutzungsurkunde für mehr als neun Jahre, Erbpacht- oder Erbbaurechtsurkunde für das gesamte oder für einen Teil des Grundstücks zu melden, einschließlich in den Urkunden, die eine Landpacht feststellen.»

**Art. 27** - Artikel D.228, Absatz 3 desselben Buches wird folgendermaßen ergänzt:

«Die Regierung kann die Methode und die Formel zur Berechnung des T.K.V. bestimmen.»

**Art. 28** - Artikel D.229 desselben Buches wird folgendermaßen ersetzt:

«Art. D.229 - Im Rahmen der in Artikel D.228 vorgesehenen Tarifierung wird der T.K.A.R. in den nachstehenden Fällen nicht angewandt:

- auf den Teil des entnommenen Gesamtvolumens, der in Form von industriellem Abwasser abgeleitet wird, wenn der Benutzer einer Abgabe für die Ableitung von industriellem Abwasser unterliegt;

- wenn der Benutzer in Anwendung des Artikels D.288 Anspruch auf eine Befreiung hat;

- auf die Volumen von häuslichem Abwasser gleichgestellten landwirtschaftlichem Abwasser der Betriebe, in denen Tiere gehalten oder gezüchtet werden, die die von der Wallonischen Regierung verabschiedeten Bedingungen erfüllen, mit Ausnahme des Volumens, das dem vermutlichen Verbrauch des Haushalts, das heißt 100 m<sup>3</sup>, entspricht.»

**Art. 29** - In Artikel D.253 desselben Buches wird Absatz 2 folgendermaßen ersetzt:

«Die gewonnenen Wasservolumen, die für die Verteilung in der Wallonischen Region bestimmt sind und aufgrund deren die Wasserversorger verhältnismäßig für die Reinigung des Abwassers verantwortlich sind, werden auf der Grundlage der verteilten und den Verbrauchern verrechneten Wasservolumen berechnet.»

**Art. 30** - In Artikel D.276, 1° desselben Buches werden die Wörter «die mindestens sieben Personen beschäftigten und» gestrichen.

Artikel D.276, 2° desselben Buches wird gestrichen.

**Art. 31** - In Artikel D.279 desselben Buches wird die Formel:

$$\bullet N1 = (Q/180) (a + ((0.3*MS)/500))$$

$$\bullet N1 = + 0.45 (D.C.O./525)*(0.4 + 0.6 d)\bullet$$

durch folgende Formel ersetzt:

$$\bullet N1 = (Q/180) (a + ((0.3*MS)/500))$$

$$+ 0.45 (D.C.O./525)*(0.4 + 0.6 d)\bullet.$$



**Art. 32** - In Artikel D.288 desselben Buches werden in Absatz 1 die Wörter «oder vom T.K.A.R.» hinter die Wörter «von der Abgabe» und in Absatz 2 die Wörter «oder des T.K.A.R.» hinter die Wörter «Zurückerstattung der Abgabe» gesetzt.

**Art. 33** - In Artikel D.317, Absatz 2 desselben Buches werden die Wörter «Artikel 220» durch die Wörter «Artikel D.218» ersetzt.

**Art. 34** - In Artikel D.321, 4° und 5° desselben Buches werden die Wörter «Artikel 64» durch die Wörter «Artikel D.21» ersetzt.

**Art. 35** - In Artikel D.331, § 1, Absatz 2 desselben Buches werden die Wörter «sind die koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften auf diese anwendbar» durch die Wörter «ist das Gesetzbuch über die Gesellschaften auf diese anwendbar» ersetzt.

**Art. 36** - In Artikel D.340, § 2, Absatz 1, 1° und 2° desselben Buches werden die Wörter «von dem Verwaltungsrat der «S.P.G.E.» durch die Wörter «von dem Verwaltungsrat von «Aquawal» ersetzt.

In Artikel D.340, § 2, letzter Absatz werden die Wörter «und die stellvertretenden Vorsitzenden der «S.P.G.E.» oder deren Vertreter» durch die Wörter «des Vorstands der «S.P.G.E.» oder seine Vertreter» ersetzt.

**Art. 37** - In Artikel D.344, 5° desselben Buches werden die Wörter «den Regeln der Artikel 317 und 322» durch die Wörter «Artikel D.222» ersetzt.

In demselben Artikel D.344 wird Punkt 7° folgendermaßen ersetzt:

«7° auf Anfrage der Regierung oder der «S.P.G.E.» andere Aufgaben in Sachen öffentliche Abwasserreinigung ausführen;».

In demselben Artikel D.344 wird ein Punkt 10° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«10° Gutachten betreffend die Ableitung des industriellen Abwassers gemäß den von der Regierung festgelegten Bedingungen an die Betreiber abgeben, die sich an das Kanalisations- oder Sammelnetz anschließen.»

**Art. 38** - In Artikel D.393, 1°, desselben Buches werden die Wörter «die Verschmutzung» durch die Wörter «über die Vermeidung der Verschmutzung» ersetzt.

In Artikel D.393, 5° desselben Buches wird der erste Strich folgendermaßen ersetzt:

«- entweder ohne über die aufgrund des Artikels D.222 erforderliche Zulassung zu verfügen;».

**Art. 39** - In den Artikeln D.407, D.408, D.409 und D.410 desselben Buches wird die Ziffer «176» durch die Ziffer «D.177» ersetzt; in Artikel D.409, § 1, 1° werden die Wörter «und D.177» hinter der Ziffer «173» hinzugefügt; in Artikel D.409, § 2 werden die Wörter «und D.177» zwischen die Ziffer «176» und die Wörter «und der» eingefügt.

**Art. 40** - In dasselbe Buch wird ein Artikel D.413*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«D.413*bis* - Die Regierung kann gegen die Verstöße gegen die Bestimmungen des Kapitels III des Titels VII des Teils II Ordnungsstrafen erstellen.

Der Betrag der Strafe liegt zwischen 50 Euro und 50.000 Euro. Am 1. Januar eines jeden Jahres wird dieser Betrag automatisch und von Rechts wegen an den Index der Verbraucherpreise gebunden, der sechs Wochen vor der Indexierung gültig ist.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Anwendung und Berechnung der Strafe, sowie das Verfahren zur Festlegung der Regeln für die Zustellung des Beschlusses, dass die Strafe angewandt wird, die Modalitäten für die Zahlung dieser Strafe, sowie die Bedingungen, die dem Zuwiderhandelnden ermöglichen, seine Bemerkungen durch Anhörung geltend zu machen.

Die Ordnungsstrafe wird von dem leitenden Beamten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser auferlegt. Der Zuwiderhandelnde wird gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten über die Ordnungsstrafe, der er ausgesetzt ist, benachrichtigt.

Der Zuwiderhandelnde verfügt über das Recht, gegen den Beschluss, dass die Strafe angewandt wird, Einspruch zu erheben. Dieser Einspruch wird unter Androhung des Ausschlusses innerhalb des Monats der Zustellung des Beschlusses, dass die Strafe angewandt wird, mittels einer Klageschrift beim Polizeigericht gemäß dem Zivilverfahren eingereicht.

Der Einspruch beim Polizeigericht ist eine Klage im Verfahren mit unbeschränkter Ermessensnachprüfung. Er hat aufschiebende Wirkung. Gegen das Urteil des Gerichts kann keine Berufung eingelegt werden.

Bei Nichtzahlung der Ordnungsstrafe innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist kann sie durch Zahlungsbefehl beigesteuert werden. Der Zahlungsbefehl wird von dem oben erwähnten leitenden Beamten mit einem Sichtvermerk versehen und für vollstreckbar erklärt. Die Regierung legt ebenfalls das Zustellungsverfahren und die anwendbaren Fristen fest. Der Zahlungsbefehl wird durch die Bestimmungen geregelt, die im fünften Teil des Gerichtsgesetzbuches über die Sicherungspfändung und das Vollstreckungsverfahren enthalten sind. Die Zahlung der Strafe beendet die Strafverfolgung.»

**Art. 41** - In Artikel D.414, § 1, 1° und 2° desselben Buches werden die Wörter «Artikel D.420» durch die Wörter «Artikel D.183» ersetzt.

**Art. 42** - In Artikel D.417, Absatz 1 desselben Buches werden die Wörter

«wobei A = der fakturierte Verbrauch

die Dauer des Fakturierungszyklus»

durch die Wörter

«wobei A = der fakturierte Verbrauch geteilt durch die Dauer des Fakturierungszyklus» ersetzt

**Art. 43** - In demselben Buch wird ein neuer Artikel D.445 mit folgendem Inhalt eingeführt:

«Art. D.445 - Wenn ein Benutzer durch mehrere, vor dem 1. Januar 2008 bestehende Anschlüsse versorgt wird, ist in Abweichung dessen das zur Aufstellung der Rechnung zu berücksichtigende Volumen die Summe der gesamten, durch diese Anschlüsse gelieferten Volumen. Die Gebühren und sonstigen mit den verschiedenen Anschlüssen verbundenen Kosten bleiben für jeden Anschluss individuell anwendbar.

Diese Bestimmung ist lediglich im Rahmen von Anschlüssen mit mehr als 5 000 m<sup>3</sup> anwendbar, die ein und denselben Abnehmer und Endverbraucher versorgen, insofern die Anschlüsse einen einzigen geographischen Standort versorgen, der sich unberücksichtigt der separativen Straßen oder Verkehrswege an einem selben Ort und an einem Stück befindet.

Der Verbraucher, der diese Abweichung in Anspruch nehmen möchte, muss einen Antrag bei seinem Wasserversorger einreichen, der sie nach Überprüfung der Zulässigkeit ab dem Rechnungsjahr der Fakturierung unter Berücksichtigung des Datums der Einreichung des Antrags anwenden muss, es sei denn, der Minister des Wasserwesens hat auf der Grundlage eines begründeten Berichts eine Abweichung gewährt. Dieser Antrag muss alle drei Jahre erneuert werden.».

**Art. 44** - Die Artikel D.224, Absatz 3, D.287 und D.433 desselben Buches werden außer Kraft gesetzt.

**Art. 45** - In der Anlage I desselben Buches wird *in fine* der Punkt « *Bemerkungen* » durch folgenden Punkt ersetzt:

«Bemerkungen:

1. Zur Gruppe I gehören Betriebe, deren Wasserverbrauch gering ist (10 m<sup>3</sup> pro 1 000 kg Schlachtgewicht), die geeignete Vorsichtsmaßnahmen getroffen haben, um das Blut aufzufangen, und die die Federn oder Abfälle weder feucht behandeln noch transportieren.

Zur Gruppe II gehören Betriebe, die die Federn oder Abfälle nur feucht behandeln und/oder transportieren.

Zur Gruppe III gehören Betriebe, die die Federn oder Abfälle feucht transportieren, und alle Betriebe, die Hähnchen braten sowie alle Betriebe, die nicht zu den Gruppen I oder II gehören.

2. Unter «sanierte Molkerei» versteht man die Molkerei, in der geeignete Vorsichtsmaßnahmen getroffen worden sind, um den Verschmutzungsgrad zu begrenzen, wie das Auffangen der letzten Milchtropfen, das Zurückhalten des Wassers, welches zum Waschen der Butter gedient hat, das Sammeln der Pressrückstände, das Verhüten der Wasserausflüsse usw.

3. Prozentsatz der Reduzierung, der mit gewissen Maßnahmen verbunden ist:

a. Fütterung mit leicht verdaulichem Futter: 30%;

b. Filtration über Drehfilter am Ausgang der Zuchtbecken: 75%;

c. Absetzteich, dessen Größe der Abflussmenge angepasst ist, mit regelmäßiger Schlammrücknahme: 50%.

Bei Fütterung mit leicht verdaulichem Futter und Anwendung eines der unter b. oder c. erwähnten Verfahren kann eine globale Reduzierung bis zu 100% gewährt werden, wenn aus den auf Anweisung und unter Aufsicht der Verwaltung durchgeführten Untersuchungen hervorgeht, dass die messbare Belastung ganz bzw. fast ganz zurückgegangen ist.»

**Art. 46** - Artikel 6 des vorliegenden Dekrets tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 7. November 2007.

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,

M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

P. MAGNETTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) Sitzung 2007-2008.

Dokumente des Wallonischen Parlaments. — 641 (2007-2008) Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 7. November 2007.

Diskussion. Abstimmung.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4811

[C — 2007/27181]

## 7 NOVEMBER 2007. — Decreet houdende wijziging van het decreetgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel D.2, 17°, van Boek II van het Milieuwetboek worden de woorden « erkende waterzuiveringsmaatschappijen » vervangen door de woorden « erkenden saneringsinstellingen » en worden de woorden (in de Franse versie) « ces dernières » vervangen door de woorden « ces derniers ».

In artikel D.20, tweede lid, van hetzelfde Boek worden de woorden « de in overeenstemming met artikel 343 erkende zuiveringsinstellingen » vervangen door de woorden « de in overeenstemming met artikel D.343 erkende saneringsinstellingen ».

In de artikelen D.340, § 1, eerste lid, 2°, D.343, eerste en tweede lid, D.344 en D.345, § 2, vierde lid, 3°, van hetzelfde Boek worden het woord « zuiveringsinstelling » vervangen door het woord « saneringsinstelling ».

In de artikelen D.4, § 2, tweede lid, 2°, D.179, D.218, § 2, derde lid, D.222, § 3, D.252, § 3, 1°, D.276, 1°, D.332, § 2, 1°, tweede lid, en 5°, D.333, § 2, tweede lid, c., D.345, § 1, § 3, tweede lid, § 4, eerste lid, en § 9, van hetzelfde Boek worden het woord « zuiveringsinstellingen » vervangen door het woord « saneringsinstellingen ».

In deel III van Boek II wordt het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk I van titel III vervangen als volgt :

« *Afdeling 2 – Saneringsinstellingen* ».

**Art. 2.** In artikel D.2, 39°, van hetzelfde Boek wordt een vierde streepje toegevoegd, luidend als volgt :

« - slijk uit het ledigen van septische putten of gelijkaardige zuiveringssystemen en bestemd om geloosd te worden en in een waterzuiveringsstation behandeld te worden. ».

**Art. 3.** In artikel D.2 van hetzelfde Boek wordt punt 41°, c., vervangen door onderstaand punt 41°, c. :

« c. het afvalwater verschillend van het afvalwater omschreven in bovengenoemde punten a. en b. afkomstig van inrichtingen die een dagelijkse vuilkracht van 100 I.E. of minder lozen vóór behandeling en vrij van gevaarlijke stoffen zoals omschreven in artikel D.2, 79°, met uitzondering van de inrichtingen vermeld door de Regering waarvoor het afvalwater schadelijk is voor de riolering en/of voor de normale werking van een waterzuiveringsstation of het milieu dat het afvalwater ontvangt en dat niet bij de klasse van het huishoudelijk afvalwater mag worden ondergebracht.

De I.E. bedoeld in het vorige lid vertegenwoordigt een vuilkrachtenheid met :

- een biochemisch zuurstofverbruik over vijf dagen (BZV5) van 60 g per dag;
- een chemische zuurstofverbruik (CZV) van 135 g per dag;
- een gehalte aan zwevende stoffen (ZS) van 135 g per dag;
- een gehalte aan stikstof van 9,9 g zuurstof per dag;
- een gehalte aan totaalfosfor van 2,2 g per dag;
- een volume van 0,18 m<sup>3</sup> per dag. »

**Art. 4.** In artikel D.2 van hetzelfde Boek wordt punt 41° aangevuld met een d, luidend als volgt :

« d. bij gelijkstelling, slijk uit het ledigen van septische putten of gelijkaardige zuiveringssystemen en bestemd om geloosd te worden en in een waterzuiveringsstation behandeld te worden. »

**Art. 5.** Artikel D.4, § 3, van hetzelfde Boek wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

Elke verdeler geeft hem uiterlijk 31 maart kennis van het gemiddelde rendement van zijn net over het vorige jaar. De modaliteiten voor de berekening van het gemiddelde rendement worden door de Regering vastgelegd. »

**Art. 6.** Artikel D.32 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« *Art. D.32. § 1.* Op initiatief van de plaatselijke overheid, van operatoren van de watercyclus of verenigingen kan binnen elk deelstroomgebied een riviercontract opgemaakt worden. In afwijking toegestaan overeenkomstig de door de Regering vastgelegde modaliteiten kunnen verschillende riviercontracten per deelstroomgebied opgemaakt worden.

Het riviercontract bestaat uit de volgende drie groepen :

- de leden voorgedragen door de betrokken gemeenteraden en provincieraden;
- de leden voorgedragen door de plaatselijke actoren;
- de leden voorgedragen door de betrokken administraties en adviesorganen.

De plaatselijke actoren bedoeld in het vorig lid zijn :

- de verenigingen die op het gebied van het milieu actief zijn;
- de actoren i.v.m. de verschillende activiteiten die een noemenswaardige weerslag hebben op het deelstroomgebied, zoals landbouw, bosbouw, bedrijven, ambachtsondernemingen, handel, sport, toerisme;
- de actoren i.v.m. de culturele en educatieve activiteiten die in hetzelfde deelstroomgebied uitgeoefend worden.

De beslissingsorganen worden georganiseerd zodat ze representatief zijn van de vennoten, waarbij geen enkele groep vennoten, met inbegrip van die bestaande uit de gemeenten en provincies, predominant is.

§. 2. In geval van verschillende riviercontracten binnen éénzelfde deelstroomgebied coördineren zij hun actie volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

§. 3. Het riviercontract beoogt een geïntegreerde, globale en overlegde informatie en sensibilisering m.b.t. de watercyclus en de organisatie van een dialoog tussen al zijn leden om een protocolakkoord op te maken.

Dit protocolakkoord draagt bij tot het halen van de milieudoelstellingen bedoeld in de artikelen D.1 en D. 22 door elke ondertekenaar ervan in het kader van zijn verantwoordelijkheden ertoe te verbinden welbepaalde doelstellingen te halen.

De Regering kan technische opdrachten aan het riviercontract toewijzen.

§. 4. De Regering kan het riviercontract subsidies toekennen volgens de regels die zij bepaalt. Zij kan de toekenning van deze subsidies aan een activiteitenprogramma onderwerpen.

Het riviercontract maakt een jaarlijks activiteitenverslag op. In geval van verschillende riviercontracten binnen éénzelfde deelstroomgebied wordt per deelstroomgebied één gecoördineerd jaarlijks activiteitenverslag opgesteld.

Het riviercontract wordt jaarlijks geëvalueerd door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water, en meegedeeld aan de Minister die voor het waterbeleid bevoegd is. ».

**Art. 7.** In artikel D.38 van hetzelfde Boek worden in de Franse versie de woorden « l'ouvrage d'Art. D. » vervangen door de woorden « l'ouvrage d'art. ».

**Art. 8.** In artikel D.159, 2°, 5° en 6° van hetzelfde Boek worden de woorden « voor regenwater » geschrapt.

**Art. 9.** In artikel D.161, 1°, van hetzelfde Boek worden de woorden « en het oppervlaktewater » vervangen door de woorden « , het oppervlaktewater en de kunstmatige afvoerwegen ».

**Art. 10.** In artikel D 174, § 1, tweede lid, van hetzelfde Boek worden de woorden « op de dag van de aanvraag van de milieuvergunning » vervangen door de woorden « op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit betreffende de oprichting van een voorkomingsgebied, behoudens door de Regering toegestane afwijking ».

**Art. 11.** In artikel D.184, eerste lid, van hetzelfde Boek worden de woorden « artikel 191 » vervangen door de woorden « artikel D.192 ».

**Art. 12.** In artikel D.195, tweede lid, van hetzelfde Boek worden de woorden « de eventuele uitbreiding van het net » vervangen door de woorden « de eventuele uitbreiding of versterking van het net ».

In hetzelfde artikel D.195, tweede zin, tweede streepje, worden de woorden « of een versterking » ingevoegd tussen het woord « uitbreiding » en de woorden « buiten een bestaande openbare weg ».

In hetzelfde artikel D.195, tweede zin, derde streepje, worden de woorden « - verder dan de eerste vijftig meters, als het gaat om een andere aanvraag tot uitbreiding, waarbij de uitbreiding over de eerste vijftig meters ten laste valt van de verdeler. » vervangen door de woorden « verder dan de eerste vijftig meters, als het gaat om een andere aanvraag tot uitbreiding of versterking voor een woongebouw, waarbij de uitbreiding of versterking over de eerste vijftig meters ten laste valt van de verdeler ».

**Art. 13.** In artikel D.197, derde lid, van hetzelfde Boek wordt de laatste zin « In dat geval wordt voorzien in een bijkomende meter om het gemeenschappelijke verbruik te meten. » vervangen al volgt :

« In dat geval wordt voorzien in een bijkomende meter om het gemeenschappelijke verbruik te meten. In geval van wijziging van het aantal woningen, handelszaken of gebouwen, valt de wijziging van de aansluiting ten laste van de aanvrager. »

**Art. 14.** In artikel D.202, eerste lid, vierde streepje, van hetzelfde Boek worden de woorden « artikel 198 » vervangen door de woorden « artikel D.207 ».

**Art. 15.** In artikel D.217, tweede lid, van hetzelfde Boek worden de woorden « algemeen gemeentelijk afwateringsplan » vervangen door de woorden « saneringsplan per deelstroomgebied ».

**Art. 16.** In artikel D.219 van hetzelfde Boek wordt de zin « Om de twee jaar stellen de gemeenten een verslag op aan de hand van de door de Regering vastgestelde modaliteiten, alvorens het naar het Gewest te sturen » gewijzigd als volgt : « De gemeenten stellen een verslag op aan de hand van de door de Regering bepaalde modaliteiten, alvorens het naar de S.P.G.E. en de erkende saneringsinstellingen te sturen met het oog op de uitvoering en de bijwerking van de saneringsplannen per deelstroomgebied. »

**Art. 17.** Artikel D.220, eerste lid, van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« De gemeenteraad vaardigt een gemeentelijk reglement uit ter aanvulling van de verplichtingen tot afvoer van het afvalwater die vastliggen in het algemeen zuiveringsreglement bedoeld in artikel 218, § 1, betreffende de bepaling van de bezoldiging en de modaliteiten voor elke aansluiting van de riolering op het openbaar domein. »

**Art. 18.** § 1. In artikel D.222 van hetzelfde Boek wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

« § 2. De erkende ruimers zijn verplicht het slijk op te ruimen hetzij door het te overhandigen aan een zuiveringsstation dat daartoe door een saneringsinstelling is aangewezen overeenkomstig paragraaf 3, hetzij beheerd overeenkomstig de bepalingen betreffende het afvalbeheer. »

§ 2. Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

« § 4. De behandeling door een erkende saneringsinstelling van slijk uit septische putten of gelijkaardige zuiveringssystemen wordt gratis uitgevoerd door de erkende saneringsinstelling als het slijk uitsluitend voortvloeit uit de behandeling van huishoudelijk afvalwater geproduceerd in het Waalse Gewest. »

**Art. 19.** In artikel D.223, § 1, van hetzelfde Boek wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Onder « beheerder » wordt verstaan, naargelang van het geval, de eigenaar of de opdrachtgever van installaties voor waterproductie of -distributie of voor de verzameling of sanering van afvalwater in wiens naam de aanvraag tot verklaring van openbaar nut werd ingediend of elke persoon die hem later eventueel opvolgt in de exploitatie, het opdracht geven of het bezitten van deze installaties. »

**Art. 20.** In artikel D.223, § 2, van hetzelfde Boek wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De vergoeding wordt in één keer uitbetaald en geldt als forfaitaire vergoeding. »

**Art. 21.** Artikel D.223, § 2, van hetzelfde Boek wordt aangevuld als volgt :

« In geval van mede-eigendom tussen de houders van zakelijke rechten op de met de erfdiensbaarheid bezwaarde grond wordt het bedrag van de forfaitaire vergoeding onder hen verdeeld naar rato van hun respectieve quotiteiten in de mede-eigendom.

In geval van verdeling van het eigendomsrecht i.v.m. de met die erfdiensbaarheid bezwaarde grond wordt het bedrag van de forfaitaire vergoeding uitbetaald aan de houder van het zakelijk genotsrecht op bedoeld gebouw, onverminderd het eventuele beroep van de blote eigenaar, de erfpachter of de grondbezitter tegen deze houder van het zakelijk recht op grond van de regels van aansprakelijk recht die hun relaties regelen.

Als een bezette grond met een contractuele of wettelijke erfdiensbaarheid bezwaard is, wordt de forfaitaire vergoeding volledig uitbetaald aan de eigenaar van het bezwaarde erf, onverminderd het eventuele beroep van de begunstigde van de bestaande erfdiensbaarheid tegen deze eigenaar op grond van de regels van aansprakelijk recht die hun relaties regelen. »

**Art. 22.** In artikel D.223, § 3, 1°, van hetzelfde Boek worden de woorden « en van de bijdrage die hij voor de behandeling van het dossier moet betalen » geschrapt.

**Art. 23.** Artikel D.223, §3, 2°, van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« 2° de wijze waarop de in paragraaf 2 bedoelde bijdragen berekend en geïndexeerd worden. Zij kan verschillende basiswaarden bepalen die voor de berekening gebruikt moeten worden in functie van o.a. het soort bedoelde installaties, de geografische ligging en bestemming van de bezette gronden. »

**Art. 24.** In artikel D.224 van hetzelfde Boek worden na het tweede lid twee leden ingevoegd, luidend als volgt :

« Bij overtreding van de in of krachtens dit artikel voorziene verbodsbepalingen en voorschriften heeft de beheerder het recht om de opgerichte bebouwing en beplanting af te breken en de plaatsen in hun vroegere staat te herstellen, alsook elke noodzakelijk geachte conservatoire maatregel te nemen, het geheel op kosten van de overtreder, onverminderd de schadevergoeding waartoe de overtreding aanleiding zou kunnen geven.

Als de overtreding een dringend noodzakelijke interventie op de installaties die de erfdiensbaarheid genieten niet belet, moet de beheerder de overtreder evenwel eerst aanmanen onmiddellijk een einde aan de overtreding te maken en de plaats in haar vroegere staat te herstellen. Daartoe geeft hij de overtreder een termijn van minstens dertig dagen. »

**Art. 25.** Het derde lid van artikel D. 224 van hetzelfde Boek wordt het eerste lid van artikel D.224bis.

Dat eerste lid wordt aangevuld met de volgende leden, luidend als volgt :

« Als de beheerder op aanvraag van de eigenaar het geheel of een deel van de grond die laatstgenoemde bezet, aankoopt of onteigent, maakt de forfaitaire vergoeding die geïnd is ter compensatie van de erfdiensbaarheid van algemeen nut die bedoelde grond bezwaart, deel uit van een voorschot op de koopprijs of onteigeningsvergoeding die onderling wordt overeengekomen of die, in voorkomend geval, door de rechter wordt bepaald in het kader van de onteigeningsprocedure.

Om deze prijs of onteigeningsvergoeding vast te leggen wordt geen rekening gehouden met de minderwaarde voortvloeiend uit de verplichtingen i.v.m. de bezetting van de grond door de installaties van de beheerder.

In voorkomend geval wordt het positieve saldo tussen de koopprijs of onteigeningsvergoeding en het ontvangen voorschot met een rente verhoogd die berekend wordt tegen de geldende wettelijke rentevoet over de periode die ingaat op de begindatum van de effectieve bezetting van de grond door de beheerder en eindigt op de datum van het eerste onderlinge koopaanbod dat de beheerder aan de eigenaar richt. »

**Art. 26.** In hetzelfde Boek wordt een artikel D.224ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. D.224ter. - Behalve als het geheel of een deel van de grond bezwaard met een erfdiensbaarheid van algemeen nut wordt gekocht, dient de eigenaar of houder van zakelijke rechten op dit goed het bestaan van deze erfdiensbaarheid aan te geven in elke akte, ongeacht of hij onderhands of authentiek is, in elke akte van overdracht of aanwijzing van eigendom, van genotsrecht van meer dan negen jaar, van erfpacht of van oppervlakte van het geheel of een deel van de grond, met inbegrip van de akte die een pacht vaststelt. »

**Art. 27.** Artikel D.228, derde lid, van hetzelfde Boek wordt aangevuld als volgt :

« De Regering kan de methode en de berekeningsformule van de C.V.D. bepalen. »

**Art. 28.** Artikel D.229 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« Art. D.229. - In het kader van de tarifiering bedoeld in artikel 228 wordt de C.V.A. niet toegepast in de volgende gevallen :

- op het gedeelte van het totaal opgevangen volume dat als industrieel afvalwater wordt geloosd, als de gebruiker onderworpen is aan de belasting op het lozen van industrieel afvalwater;

- als de gebruiker in aanmerking komt voor een vrijstelling, overeenkomstig artikel D.288;

- op de volumes van het met huishoudelijk afvalwater gelijkgesteld landbouwafvalwater van de veehouderijen en -fokkerijen die voldoen aan de voorwaarden vastgelegd door de Waalse Regering, met uitzondering van het volume dat gelijk is aan het vermoedelijke waterverbruik van het gezin, hetzij 100m<sup>3</sup>. ».

**Art. 29.** In artikel D.253, van hetzelfde Boek wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De geproduceerde waterhoeveelheden die in het Waalse Gewest worden verdeeld en op basis waarvan de verdelers verhoudingsgewijs zorgen voor de sanering van afvalwater worden berekend op basis van de aan de verbruikers verdeelde en gefactureerde waterhoeveelheden. »

**Art. 30.** In artikel D.276, 1°, van hetzelfde Boek worden de woorden « ten minste zeven personen tewerkstellen en » geschrapt.

Artikel D.276, 2°, van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

**Art. 31.** In artikel D.279 van hetzelfde Boek wordt de formule :

- « •  $N1 = (Q/180) (a + ((0.3*MS)/500)$   
 •  $N1 = + 0.45 (D.C.O./525)*(0.4 + 0.6 d)$  »

vervangen door de formule :

- « •  $N1 = (Q/180) (a + ((0.3*MS)/500)$   
 $+ 0.45 (D.C.O./525)*(0.4 + 0.6 d)$  ».

**Art. 32.** In artikel D.288, eerste en tweede lid, van hetzelfde Boek, worden de woorden « of de C.V.A. » ingevoegd na de woorden « terugbetaling van de belasting ».

**Art. 33.** In artikel D.317, tweede lid, van hetzelfde Boek worden de woorden « artikel 220 » vervangen door de woorden « artikel D.218 ».

**Art. 34.** In artikel D.321, 4° en 5°, van hetzelfde Boek worden de woorden « artikel 64 » vervangen door de woorden « artikel D.21 ».

**Art. 35.** In artikel D.331, §1, tweede lid, van hetzelfde Boek worden de woorden « De gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zijn erop toepasselijk » vervangen door de woorden « Het Wetboek van vennootschappen is erop toepasselijk ».

**Art. 36.** In artikel D.340, § 2, eerste lid, 1° en 2°, van hetzelfde Boek worden de woorden « door de Raad van bestuur van de « S.P.G.E » vervangen door de woorden « door de Raad van bestuur van Aquawal ».

In artikel D.340, § 2, laatste lid, worden de woorden « en de ondervoorzitters van de « S.P.G.E. » of hun afgevaardigden » vervangen door de woorden « van het directiecomité van de S.P.G.E. of zijn afgevaardigden ».

**Art. 37.** In artikel D.344, 5°, van hetzelfde Boek worden de woorden « de bepalingen van artikelen 317 en 322 » vervangen door de woorden « artikel D.322 ».

In hetzelfde artikel D.344 wordt punt 7° vervangen als volgt :

« 7° op verzoek van de van de Regering of van de S.P.G.E. andere opdrachten inzake de openbare sanering vervullen; ».

Hetzelfde artikel D.344 wordt aangevuld met een punt 10°, luidend als volgt :

« 10° advies verlenen aan de exploitanten die zich aansluiten op het rioleringsstelsel of het opvangnetwerk, inzake de lozing van industrieel afvalwater volgens de modaliteiten vastgelegd door de Regering. »

**Art. 38.** In artikel D.393, 1°, van hetzelfde Boek worden de woorden « de voorkoming van » ingevoegd tussen de woorden « de bescherming van het oppervlaktewater en » en de woorden « de vervuiling van het grondwater ».

In artikel D.393, 5°, van hetzelfde Boek wordt het eerste streepje vervangen als volgt :

« - hetzij zonder over de erkenning te beschikken die vereist is krachtens artikel 222. ».

**Art. 39.** In de artikelen D.407, D.408, D.409 en D.410 van hetzelfde Boek wordt de bewoording « 176 » vervangen door de bewoording « D.177 », in artikel D.409, §1, 1°, worden de bewoordingen « en D.177 » toegevoegd na de bewoording « 173 », in artikel D.409, § 2, worden de bewoordingen « en D.177 » ingevoegd tussen de bewoording « 176 » en de bewoordingen « en krachtens ».

**Art. 40.** In hetzelfde Boek wordt een artikel D.413 bis ingevoegd, luidend als volgt :

« *Art. D.413bis.* – De Regering kan een administratieve boete opleggen als de bepalingen van hoofdstuk III van titel VII van deel II worden overtreden.

Het bedrag van de boete ligt tussen 50 en 50.000 euro. Elk jaar op 1 januari, wordt dit bedrag automatisch en van rechtswege geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen dat zes weken vóór de datum van de indexering van kracht is.

De Regering bepaalt de modaliteiten inzake toepassing en berekening van de boete, alsook de procedures tot bepaling van de regels inzake de kennisgeving van de beslissing om de boete toe te passen, de betalingsmodaliteiten van de boete alsook de voorwaarden waaronder de overtreder zijn opmerkingen in een hoorzitting kan laten gelden.

De administratieve boete wordt door de leidend ambtenaar van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water opgelegd. De overtreder wordt in kennis gesteld van de administratieve sanctie die hij krijgt volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

De overtreder heeft het recht om beroep in te stellen tegen de beslissing om de boete toe te passen. Het beroep wordt ingesteld, op straffe van verval, binnen de maand na de kennisgeving van de beslissing om de boete toe te passen bij wijze van verzoek vóór de Politie rechtbank volgens de burgerlijke procedure.

Het beroep vóór de Politie rechtbank is een beroep met volle rechtsmacht. Het is opschortend. Geen hoger beroep staat open tegen de beslissing van de Rechtbank.

Bij gebrek aan betaling van de administratieve boete binnen de termijn vastgelegd door de Regering kan de boete bij dwangbevel worden ingevorderd. Het dwangbevel wordt geïssueerd en uitvoerbaar verklaard door de bovenvermelde leidend ambtenaar. De Regering bepaalt ook de procedure inzake kennisgeving en de toepasselijke termijnen. Op het dwangbevel zijn de bepalingen van toepassing van deel V van het Gerechtelijk Wetboek houdende bewarend beslag en middelen tot tenuitvoerlegging De betaling van de boete doet de strafvordering vervallen. »

**Art. 41.** In artikel D.414, §1, 2°, van hetzelfde Boek worden de woorden « artikel D.420 » vervangen door de woorden « artikel D.183 ».

**Art. 42.** In artikel D.417, eerste lid, van hetzelfde Boek worden de woorden :

« waarbij A = het gefactureerde verbruik  
 de duur van de facturatiecyclus »

vervangen door de woorden ? :

« waarbij A = het gefactureerde verbruik gedeeld door de duur van de facturatiecyclus. »

**Art. 43.** In hetzelfde Boek wordt er een nieuw artikel D.445 bijgevoegd, luidend als volgt :

« *Art. D.445.* – Als een gebruiker vóór 1 januari 2008 door verschillende bestaande aansluitingen bevoorrad wordt, is, bij afwijking, de in aanmerking te nemen hoeveelheid voor het opmaken van de facturatie de som van het geheel van de hoeveelheden geleverd door deze aansluitingen. De heffingen en andere kosten i.v.m. de verschillende aansluitingen blijven op een geïndividualiseerde manier voor elke aansluiting van toepassing.

Deze bepaling is alleen van toepassing in het kader van aansluitingen die meer dan 5.000 m<sup>3</sup> tellen die één en dezelfde abonnee en eindgebruiker bevoorraden voor zover de aansluitingen één geografische site bevoorraden die op éénzelfde aaneenliggende plaats is gevestigd zonder rekening te houden met de scheidingswegen.

De gebruiker die deze afwijking wenst te krijgen moet zijn aanvraag indienen bij de verdeler die, na onderzoek van de ontvankelijkheid, de afwijking toepast vanaf het boekjaar tijdens de facturatie in functie van de indieningsdatum van de aanvraag, behalve afwijking toegekend door de Minister bevoegd voor waterbeleid op basis van een gemotiveerd verslag. Deze aanvraag moet om de drie jaar worden hernieuwd. »

**Art. 44.** De artikelen D.224, derde lid, D.287 en D.433 van hetzelfde Boek worden opgeheven.

**Art. 45.** In bijlage I, *in fine*, van hetzelfde Boek wordt het punt « *Opmerkingen* » vervangen als volgt :

« *Opmerkingen* :

1. Tot groep I behoren de bedrijven met een laag waterverbruik (10 m<sup>3</sup> per 1 000 kg geslacht gewicht) met goede voorzieningen voor het opvangen van bloed en zonder natte bewerking of nat transport van veren of slachtafval.

Tot groep II behoren de bedrijven met uitsluitend natte verwerking en/of transport van veren of slachtafval.

Tot groep III behoren de bedrijven met nat transport van veren of slachtafval, bovendien alle bedrijven met kipkokerij en alle overige bedrijven die niet tot groep I en II behoren.

2. Onder gesaneerde zuivelfabriek wordt verstaan een zuivelfabriek waarin goede voorzieningen ter beperking van de vervuilinggraad zijn getroffen, als het opvangen van drupmelk, het terughouden van het bezinksel uit boterwaswater, het opvangen van perswei, het voorkomen van lekverliezen e.d.

3. Verminderingspercentage ten gevolgen van de toepassing van bepaalde maatregelen :

a. verbruik van hoog verteerbare voedingsmiddelen : 30 %;

b. filtering op draaifilter aan de uitgang van de teeltbassins : 75 %;

c. bezinkbassins met aan het debiet aangepaste afmetingen met periodieke slibterugwinning : 50 %.

Bij verbruik van hoogverteerbare voedingsmiddelen en bij toepassing van één van de bovenvermelde procédés b. of c. kan een globale vermindering van 100 % worden toegestaan als de op voorschrift en onder toezicht van het Bestuur uitgevoerde analyses aantonen dat de meetbare hoeveelheid verontreinigende stoffen bijna of helemaal verdwenen zijn. »

**Art. 46.** Artikel 6 van dit decreet treedt in werking op de datum die de Regering bepaalt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 november 2007.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

*Stukken van het Waals Parlement. — 641 (2007-2008) Nrs 1 en 2.*

*Volledig verslag. — Openbare vergadering van 7 november 2007.*

*Bespreking. Stemmingen.*